

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES  
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

Supplément 10 n° 797 jeudi 29 février 2024



Jour par jour, suivez le fil d'Informations ouvrières Palestine, loi immigration, actualité de la lutte de classe.



## Enseignement : pour les postes, les moyens, contre le « choc des savoirs », les profs s'organisent

### Les faits

**Dans le 93, dès le jour de la rentrée, c'est la grève dans des dizaines d'établissements**

Le lundi 26 février, 150 personnels de 61 établissements en grève du 93 se réunissent. Ils votent pour la reconduction de la grève contre la réforme du « choc des savoirs », pour davantage de moyens et contre la suppression de postes. Des députés LFI du 93 sont présents sur les piquets de grève du matin. Sur ces établissements, ce sont entre 50 et 80 % de grévistes dès la rentrée, c'est très massif. « On ne veut pas attendre, les revendications c'est maintenant ! » Les collègues s'organisent et décident. Mardi 27 février, ils se rassemblent devant l'Inspection académique du 93. Le soir, 200 personnels se réunissent en AG. Certains établissements votent la grève jusqu'à jeudi. Les collègues recherchent la jonction avec le 1er degré et



Le 26 février, assemblée générale des enseignants grévistes de Seine-Saint-Denis qui ont voté la reconduction de la grève.

avec les parents. Des brigades de grévistes sont mises en place pour aller aux établissements et écoles aux alentours pour discuter avec les collègues. Mercredi 28 février, des élèves bloquent le lycée Blaise Cendrars à Sevran (93). Le même

jour, la fédération FCPE des parents d'élèves du 93 sort un appel : « Mobilisation générale de ses conseils locaux et de ses unions de coordination locale pour entrer ou poursuivre la mobilisation au service de nos enfants. »

### Ailleurs en Île-de-France

● **A Paris**, lundi 26 février, une Ag réunit une soixantaine d'enseignants de Paris représentant 17 établissements en grève contre le « choc des savoirs » et pour davantage de moyens. Les personnels décident d'un rassemblement devant le rectorat de Paris de 200 personnels représentant 25 établissements. Une AG inter-écoles a également eu lieu.

● **Dans le Val d'Oise**, grève massive au lycée Simone-de-Beauvoir de Garges-lès-Gonesse pour davantage de moyens et moins d'élèves par classe. Le député LFI Carlos Bilongo est présent. Le lendemain, les collègues reconduisent la grève et vont bloquer le rectorat avec des cadenas et des poubelles. Ils sont reçus en 45 minutes par

le secrétaire général du Rectorat, avec l'appui du syndicat FO. Une AG est organisée et plusieurs établissements présents. Opération « lycée mort » dès jeudi, les parents et les élèves soutiennent.

● **Dans les Hauts de Seine**, une AG rassemble 20 collèges, 2 lycées et 6 écoles représentées. Discussion d'un rassemblement devant le Rectorat.

● **Dans l'Essonne**, une AG inter-établissements est organisée à Saint Geneviève des Bois dans l'Essonne avec 33 professeurs. Un appel est adopté rappelant les revendications et invitant à se retrouver avec les autres établissements, parents et élèves le mercredi 6 mars.

### 700 millions en moins pour l'Ecole

Rosalie Albani

Il y a une semaine, le ministre de l'économie Bruno Lemaire annonçait 10 milliards d'euros de coupes supplémentaires dans le budget, traduits quelques jours plus tard dans des décrets au *Bulletin officiel*.

Dans l'Education nationale et dans l'enseignement supérieur, c'est une véritable saignée. Près de 700 millions d'euros supprimés dans les écoles, les collèges et les lycées. Pour rappel, fin janvier, on apprenait que 285 millions d'euros non dépensés du budget de l'Education nationale venaient d'être rendus !

Dans l'Enseignement supérieur, 900 millions d'euros sont supprimés.

Ces coupes sont annoncées au lendemain de la rencontre entre Macron et le président ukrainien Zelensky qui a débouché sur une aide de 3 milliards d'euros pour l'aide militaire à l'Ukraine. Les milliards pour la guerre mais pas pour l'Ecole publique. En revanche, des millions il y en a pour les mesures réactionnaires de l'Ecole selon Macron : la généralisation du Service national Universel ou l'expérimentation de l'uniforme. Une école au service de la marche à la guerre évoquée par Macron lundi 26 février à l'issue de la conférence sur l'Ukraine. ■

# « On a bloqué le rectorat de Versailles pour pouvoir être entendus »

■ Interview de **Thibaut**, professeur au lycée Simone-de-Beauvoir à Garges-lès-Gonesse (Val d'Oise)

## Comment s'est organisée votre grève le jour de la rentrée sur ton lycée ?

**Thibaut :** Sur notre lycée, les conditions se dégradent depuis des années. Il y a 8 ans on n'avait aucune classe à plus de 30 élèves et des demi-groupes dans toutes les disciplines, on est maintenant à 35 élèves par classe et il n'y a plus de demi-groupes. On a été de nombreuses fois à l'inspection académique, on a fait plusieurs fois grève. On avait posé un préavis de grève et lundi 26 février (jour de la rentrée), on était en grève à 80 %. On s'est réunis et on a discuté d'un blocage, on a finalement décidé d'aller au rectorat, plus loin en distance mais avec une portée politique différente. On s'est dit qu'on voulait faire une action coup de poing, pas seulement une manifestation. Ça a motivé tout le monde. On était près de 20 collègues le lendemain matin à 7 heures devant le Rectorat à Versailles, à presque 1 h 30 de route de notre lycée.

## Que s'est-il passé mardi matin devant le Rectorat ?

On a vu une camarade de FO qui nous a dit qu'avait lieu le matin même une instance

importante avec le recteur et les organisations syndicales (CSA), ça tombait très bien. Sur place, au moment où les premiers personnels du Rectorat rentrent, on a repéré les quatre entrées et on a fermé les accès avec des cadenas et des poubelles et on s'est repartis dans différents endroits. A 20 on a bloqué tout le Rectorat. On a croisé la DRH qui voulait absolument rentrer, elle nous dit « si je ne vais pas travailler, vous n'aurez pas vos payes. » Ça n'a eu aucun effet, on lui a dit : « de toute façon on n'est pas payés aujourd'hui on fait grève. Nous aussi on aimerait travailler mais avec 35 élèves par classe on ne peut pas travailler. » Au bout de 45 minutes, on est reçus par le secrétaire général du Rectorat. Ils voulaient qu'on vienne à 5, on a refusé, on a dit qu'on voulait être reçus tous, et ils ont lâché, on a tous été reçus. On nous a écoutés, on a montré avec leurs chiffres en quoi ce n'était pas possible pour nous et nos élèves, que c'était injuste. Mais on n'a pas eu de réponses. L'inspecteur d'académie du Val d'Oise n'a même pas daigné venir nous parler.

Il nous a transmis un courrier le soir sans répondre à nos revendications.

## Et maintenant ?

Hier, mercredi, on a organisé une AG et on a invité les autres établissements du secteur, elle réunit 46 profs issus de 3 lycées 2 collèges et 1 école, des représentants parents d'élèves, des élèves, des représentants syndicaux FO et SUD. Les parents ont obtenu un RV à l'inspection académique et on enverra une délégation de profs mais on n'attend rien de ces rendez-vous, le point de rupture a été atteint. On a décidé sur notre lycée de faire

## « On a organisé une AG et on a invité les autres établissements du secteur »

« lycée mort » jeudi et vendredi. Ça a marché car 90 % des élèves ne sont pas venus en cours. On a décidé d'envoyer des messages à tous les parents de tous les élèves pour leur expliquer ce qu'on fait. Une délégation de collègues fait le tour des établissements et école de Garges pour les rallier à notre combat. On va envisager ensemble une nouvelle AG vendredi et une action commune.



Mardi 27 février, les enseignants du lycée Simone-de-Beauvoir de Garges-lès-Gonesse bloquent le rectorat de Versailles.

Correspondant

## Je m'abonne à Informations ouvrières

Sur  
[www.infos-ouvrieres.fr/abonnements](http://www.infos-ouvrieres.fr/abonnements)

De nombreuses formules :  
100 % numérique  
ou  
numérique + journal papier



☐ 12 n<sup>os</sup> : 20 euros

☐ 6 mois (25 n<sup>os</sup>) : 35 euros

☐ 1 an (51 n<sup>os</sup>) : 70 euros

Comité : .....  
Département : .....

NOM, Prénom : .....

N° : ..... Rue, bd, av, etc. : .....

Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.